

Quel musée d'histoire pour la France ?

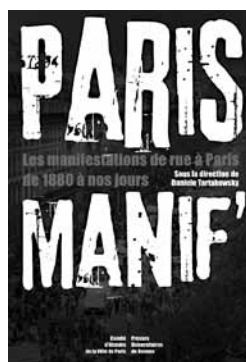
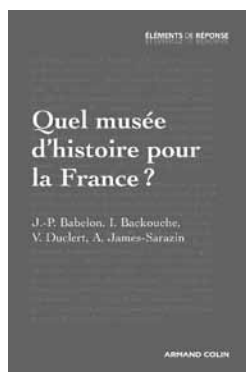
Jean-Pierre Babelon, Isabelle Backouche, Vincent Duclert, Ariane James-Sarazin (dir.)

Armand Colin, avril 2011
192 pages, 18 €

Pour les historiens, chercheurs et professionnels du monde de la culture auteurs de ce livre collectif, un musée de l'histoire de France a sa place, assurément, mais la création annoncée en haut lieu d'une « Maison de l'histoire de France » laisse craindre le pire pour l'histoire, et rien de bon pour la France et les Français. A l'encontre de l'ardeur mise à proclamer qu'elle serait de nature à satisfaire un besoin d'identité nationale présenté comme une priorité pour le pays, ils mettent en garde contre une tentative d'instrumentaliser, dans une perspective électoraliste, le « désir d'histoire » des Français. Et de soumettre les historiens à une vision romancée et non scientifique du parcours national. D'autant que le projet présidentiel met en péril le devenir de cette institution essentielle que sont les Archives nationales et laisse planer le risque d'un véritable démantèlement des musées de France.

C'est un tout autre projet qui émane de cet ensemble de contributions. Il implique une réflexion sur la sociologie de la mémoire (Sarah Gensburger et Marie-Claire Lavabre), et l'histoire du musée de l'Histoire de France créé au XIX^e siècle aux Archives nationales (Ariane James-Sarazin). Il prend en compte un travail d'enquête sur les avancées de la muséographie et les musées comparables existant à l'étranger.

Le livre s'achève sur « Douze recommandations pour la création d'un musée d'histoire », mises au point par un groupe de travail indépendant « Musée, histoire et recherche », qui témoignent de la préoccupation de leurs auteurs de participer de façon constructive au débat. On peut y lire notam-



ment : « La programmation d'un musée d'histoire, comme de toute institution culturelle et scientifique, doit être dégagée d'intentions idéologiques des responsables de l'Etat et séparée des calendriers électoraux. Elle doit obéir à la temporalité des échanges savants et de l'intérêt général. »

Gilles Manceron,
co-délégué du groupe de travail
Mémoire, histoire, archives

Paris manif' Les manifestations de rue à Paris de 1880 à nos jours

Danielle Tartakowsky (dir.)
Comité d'histoire de la Ville de Paris/Presses universitaires de Rennes, 2011
288 pages, 35 €

Les manifestations, formes essentielles de l'expression démocratique et des revendications sociales, ont une longue histoire dans la capitale, où elles ont toujours été plus nombreuses proportionnellement que dans les autres villes, et elles se sont sensiblement multipliées depuis le milieu des années 1970. C'est de leur histoire et de leur évolution que traite l'ouvrage issu de l'exposition « Paris Manif », organisée sous l'égide du Comité d'histoire de la Ville de Paris au réfectoire des Cordeliers en 2007 et 2008, dirigé par Danielle Tartakowsky, professeure d'histoire contemporaine à l'Université Paris 8, spécialiste des mouvements sociaux et des manifestations de rue dans la France du XX^e siècle. Le livre montre que leurs formes n'ont cessé de se diversifier. Aux cortèges suivant les parcours traditionnels entre République, Bastille et Nation, sont venues s'ajouter les démonstrations plus spectaculaires d'Act Up, Greenpeace ou Amnesty International.

Grâce à une iconographie qui est particulièrement riche sur les défilés de la CGT et du PCF, il fait apparaître combien les manifesta-

tions sont diverses, depuis les cortèges autorisés jusqu'aux démonstrations de révolte interdites et réprimées. Il souligne que l'interdiction était fréquente des débuts de la III^e République jusqu'à 1934, le souvenir de celles du XIX^e siècle qui avaient fait tomber plusieurs régimes étant vif. Il aborde la spécificité des manifestations d'étudiants (traitée par Alain Monchablon), de lycéens, d'ouvriers, d'agriculteurs, jusqu'aux « nouveaux mouvements sociaux » de la fin du XX^e siècle, celles des « sans » (sans logis, sans papiers...), qui utilisent souvent des modes d'action inédits, ou des associations d'étrangers (autorisées après 1981). La question du maintien de l'ordre, voire de la violence d'Etat, est traitée (notamment par Alain Dewerpe, auteur d'un livre sur Charonne), y compris celle contre les manifestations d'Algériens des 14 juillet 1953 et 17 octobre 1961, auxquelles cependant, vu la spécificité de leur répression, on aurait pu consacrer une étude particulière.

Gilles Manceron